

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1988-1989

26 AVRIL 1989

PROJET DE LOI SPECIALE

complétant la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises et modifiant la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION, DES REFORMES INSTITUTIONNELLES ET DU RÈGLEMENT DES CONFLITS (1)

PAR M. DE RAET

Ce projet de loi a été examiné en réunion publique de commission.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Nothomb.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Bourgeois, Breyne, Hermans, Moors, Uytendaele, Van Rompu.

P.S. MM. Charlier (G.), De Raet, Eerdekins, Happart, Mot-tard, Mme Onkelinx.

S.P. MM. Galle, Vandenbroucke, Vanvelthoven, N.

P.V.V. MM. Cortois, Denys, Mme Neyts-Uyttebroeck.

P.R.L. MM. Defraigne, Ducarme, Gol.

P.S.C. MM. Antoine, Gehlen.

V.U. MM. Anciaux, Coveliens.

Ecolo/ M. Simons.

Agalev

B. — Suppléants :

MM. Ansoms, Bosmans (F.), Bosmans (J.), Dhoore, Mme Merckx-Van Goy, MM. Van Parys, Van Peel.

MM. Biefnot, Cools, Di Rupo, Féaux, Mayeur, Tomas, N.

M. Baldewijns, Mme Duroi-Vanhelmont, MM. Hancké, Laridon, N.

MM. Beyen, De Croo, Flamant, Verhofstadt.

MM. De Decker, de Donnéa, Kubla, Michel (L.).

MM. Laurent, Lebrun, Michel (J.).

MM. Candries, Gabriëls, Van Grembergen.

M. Geysels, Mme Vogels.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE HERZIENING VAN DE GRONDWET, VOOR DE INSTITUTIONELE HERVORMINGEN EN VOOR DE REGELING VAN CONFLICTEN (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER DE RAET

Dit wetsontwerp werd besproken in openbare commis-sievergadering.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Nothomb.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Bourgeois, Breyne, Hermans, Moors, Uytendaele, Van Rompu.

P.S. HH. Charlier (G.), De Raet, Eerdekins, Happart, Mot-tard, Mevr. Onkelinx.

S.P. HH. Galle, Vandenbroucke, Vanvelthoven, N.

P.V.V. HH. Cortois, Denys, Mevr. Neyts-Uyttebroeck.

P.R.L. HH. Defraigne, Ducarme, Gol.

P.S.C. HH. Antoine, Gehlen.

V.U. HH. Anciaux, Coveliens.

Ecolo/ H. Simons.

Agalev

B. — Plaatsvervangers :

HH. Ansoms, Boemans (F.), Bosmans (J.), Dhoore, Mevr. Merckx-Van Goy, HH. Van Parys, Van Peel.

HH. Biefnot, Cools, Di Rupo, Féaux, Mayeur, Tomas, N.

H. Baldewijns, Mevr. Duroi-Vanhelmont, HH. Hancké, Laridon, N.

HH. Beyen, De Croo, Flamant, Verhofstadt.

HH. De Decker, de Donnéa, Kubla, Michel (L.).

HH. Laurent, Lebrun, Michel (J.).

HH. Candries, Gabriëls, Van Grembergen.

H. Geysels, Mevr. Vogels.

Voir :

- 769 - 88 / 89 :

— N°1 : Projet transmis par le Sénat.

— N°2 : Amendements.

Zie :

- 769 - 88 / 89 :

— N°1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.

— N°2 : Amendementen.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné ce projet transmis par le Sénat, au cours de sa réunion de la matinée du mardi 25 avril 1989.

I. — DISCUSSION GENERALE

M. de Donnéa déplore que la majorité actuelle doive déposer plusieurs projets de loi spéciale pour régler la création et le fonctionnement des institutions bruxelloises.

Pourquoi cette réforme des institutions ne peut-elle être opérée dans le cadre d'une loi spéciale unique, globale et cohérente ?

Le membre préconise ensuite un système de représentation proportionnelle au sein du futur Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale au cours de la première législature. Le groupe politique dont le membre fait partie présente à cet effet au projet transmis par le Sénat un amendement (n° 2) faisant référence au système de représentation proportionnelle qui a été appliqué au sein des Exécutifs régionaux au cours de la première législature qui a suivi la réforme de l'Etat de 1980.

Le membre ne voit aucune raison de ne pas appliquer cette formule d'union entre les principales familles politiques à l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale (pendant une période transitoire).

L'application de cette formule lui paraît indispensable si l'on entend assurer un fonctionnement harmonieux des institutions bruxelloises au cours de la première phase.

Cela lui semble d'autant plus justifié qu'un parti flamand de la majorité actuelle a posé la même condition en ce qui concerne la composition de l'Exécutif flamand, au cours des négociations qui ont abouti à la formation du gouvernement actuel. L'intervenant propose par ailleurs que le mandat de conseiller effectif soit suspendu pendant l'exercice d'un mandat de Ministre ou de Secrétaire d'Etat (amendement n° 1). Les suppléants pourraient ainsi agir en tant que conseillers à part entière, ce qui ne serait pas le cas dans le cadre du système hybride défendu par le Gouvernement.

Le membre estime qu'une telle suspension du mandat parlementaire pendant l'exercice d'une fonction ministérielle devrait également être appliquée aux membres du Gouvernement national et des autres Exécutifs. La France et les Pays-Bas ont déjà instauré une incompatibilité entre ces deux mandats.

M. Van Rompuy rappelle la proposition qu'il avait formulée lors de l'examen de la loi spéciale relative aux institutions bruxelloises en vue d'assurer une participation suffisante des différents groupes poli-

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie besprak het onderhavig door de Senaat overgezonden ontwerp tijdens haar ochtendvergadering van dinsdag 25 april 1989.

I. — ALGEMENE BESPREKING

Voorafgaandelijk betreurt *de heer de Donnéa* dat de huidige meerderheid verschillende bijzondere ontwerpen van wet moet indienen om de oprichting en de werking van de Brusselse Instellingen te regelen.

Waarom kan deze institutionele hervorming niet doorgevoerd worden in het kader van één enkele, globale en coherente bijzondere wet ?

Vervolgens pleit het lid voor een systeem van evenredige vertegenwoordiging tijdens de eerste legislatuur van de toekomstige Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest. De politieke fractie waar toe het lid behoort, dient hiertoe een amendement (nr 2) in op het ontwerp van bijzondere wet, overgezonden door de Senaat. Hierbij wordt verwezen naar de evenredige vertegenwoordiging, die toepassing vond tijdens de eerste legislatuur van de Gewestelijke Executieven na de staatshervorming van 1980.

Het lid ziet geen redenen om deze formule van eenheid tussen de belangrijkste politieke families thans niet toe te passen (tijdens een overgangsperiode) op de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Deze formule acht hij onontbeerlijk om een harmonieuze werking van de Brusselse Instellingen te verzekeren tijdens de beginfase.

Dit lijkt hem des te meer gerechtvaardigd inachtnomen de analoge eis, die een bepaalde Vlaamse partij van de huidige meerderheid gesteld heeft voor wat de samenstelling van de Vlaamse Executieve betreft, tijdens de onderhandelingen die de totstandkoming van de huidige regering zijn voorafgegaan. Verder stelt spreker voor om het mandaat van effectief raadslid te schorsen tijdens de duur dat een mandaat van Minister of Staatssecretaris wordt uitgeoefend (amendement nr 1). Dientengevolge zouden de opvolgers kunnen optreden als volwaardige raadsleden, hetgeen niet het geval is in de halfslachtige regeling die de regering thans verdedigt.

Het lid acht het wenselijk om voormalde schorsing van het parlementaire mandaat tijdens de uitoefening van een ministeriële functie, vervolgens eveneens toe te passen op de leden van de nationale Regering en van de andere Executieven. Frankrijk en Nederland hanteren reeds deze onverenigbaarheid tussen beide mandaten.

De heer Van Rompuy herinnert aan het voorstel dat hij destijds, bij de besprekings van de bijzondere wet met betrekking tot de Brusselse Instellingen, heeft geformuleerd om een behoorlijke vertegenwoordiging

tiques et linguistiques aux travaux du Conseil et des commissions.

Le projet de loi spéciale à l'examen répond partiellement à ce qu'on en attendait. Il prévoit en effet un système de suppléants qui siègent avec voix consultative dans les assemblées plénierées ou avec voix délibérative au sein des commissions.

Il est néanmoins déplorable que certaines considérations de nature partisane aient empêché l'élaboration d'une meilleure réglementation. L'intervenant songe, à ce propos, à la suspension totale du mandat de membre effectif du conseil pendant la durée du mandat de Ministre ou de Secrétaire d'Etat régional, formule qui aurait permis d'étendre ultérieurement cette incompatibilité aux autres assemblées législatives.

M. Simons souscrit aux critiques formulées.

Pourquoi la majorité actuelle n'a-t-elle pas opté, lors de l'instauration d'un système de suppléance dans les Institutions bruxelloises, pour une distinction de principe et une séparation complète entre le mandat législatif et la qualité de membre de l'Exécutif ?

Aux termes du projet de loi spéciale à l'examen, qui est particulièrement ambigu, les suppléants perçoivent une indemnité en tant que membre du Conseil mais ne peuvent exercer toutes les compétences dont dispose un membre effectif (notamment le droit de vote dans les assemblées plénierées). Cette réglementation n'empêche dès lors nullement le cumul des mandats et n'est donc rien d'autre, comme on le craignait, qu'un compromis de politiciens qui permet de répartir de nouveaux mandats entre les partis de la majorité. Le but initial du projet de loi, qui était d'associer effectivement les minorités aux travaux du Conseil et des commissions, passe ainsi au second plan. Le groupe auquel appartient le membre appuie dès lors la proposition de M. de Donnéa, qui prévoit que le mandat de membre effectif du Conseil est suspendu pendant la durée des fonctions de Ministre ou de Secrétaire d'Etat régional. Cette proposition ne va toutefois pas assez loin.

D'un point de vue démocratique, il estime souhaitable que le principe de la séparation entre les organes législatifs et exécutifs prévale également dans les autres assemblées législatives et même dans les administrations communales.

Au niveau communal, il peut en effet y avoir une intrication trop étroite entre les deux fonctions. Ainsi, le bourgmestre est en même temps président du Conseil et du Collège des bourgmestres et échevins. Des potentats locaux peuvent profiter de cette situation pour fausser presque entièrement le jeu démocratique. Le Gouvernement devrait procéder à une réflexion globale sur les incompatibilités plutôt que de répondre ponctuellement à un problème.

van de verschillende fracties en taalgroepen te verzekeren bij de werkzaamheden van de Raad en de Commissies.

Onderhavig ontwerp van bijzondere wet beantwoordt ten dele aan de verwachtingen. Er wordt immers voorzien in een systeem van opvolgers, die zitting hebben met raadgevende stem in de plenaire vergaderingen of met stemrecht in de Commissies.

Het valt echter te betreuren dat bepaalde partijpolitieke berekeningen een betere regeling onmogelijk hebben gemaakt. Spreker denkt hierbij aan de volledige schorsing van het mandaat van effectief raadslid tijdens de duur van het mandaat als Minister of gewestelijk Staatssecretaris. Dit zou later de uitbreiding van deze onverenigbaarheid tot de andere wetgevende vergaderingen mogelijk gemaakt hebben.

De heer Simons sluit zich aan bij voormelde kritiek.

Waarom heeft de huidige meerderheid, bij de invoering van een opvolgingssysteem in de Brusselse Instellingen, niet geopteerd voor een principiële en volledige scheiding tussen het wetgevend mandaat en het lidmaatschap van een Executieve ?

In het voorliggende, bijzonder halfslachtige ontwerp van bijzondere wet, ontvangen de opvolgers wel een vergoeding als raadslid maar kunnen zij niet alle bevoegdheden uitoefenen waarover een effectief raadslid beschikt (onder meer stemrecht in de plenaire vergaderingen). Dientengevolge wordt de cumulatie van mandaten in elk geval niet verhinderd. Dit bevestigt de vrees dat de huidige regeling niet verder reikt dan een partijpolitiek compromis, op grond waarvan bijkomende mandaten kunnen verdeeld worden tussen de meerderheidspartijen. De oorspronkelijke bedoeling van het wetsontwerp, met name het effectief betrekken van de minderheden bij de werkzaamheden van de Raad en de Commissies, verdwijnt hierbij op de achtergrond. De fractie, waartoe het lid behoort, steunt dan ook het voorstel van de heer de Donnéa om het mandaat van effectiefraadslid te schorsen tijdens de duur van het mandaat van Minister of gewestelijk Staatssecretaris. Dit voorstel reikt echter niet ver genoeg.

Vanuit democratisch oogpunt acht hij een duidelijke scheiding tussen wetgevende en uitvoerende organen eveneens wenselijk in de andere wetgevende vergaderingen en zelfs in de gemeentelijke besturen.

Ook op gemeentelijk vlak kan er immers een te nauwe verstrengeling zijn tussen beide functies. Zo is de burgemeester tegelijk voorzitter van de Raad en van het College van burgemeester en schepenen. Lokale potentaten kunnen hiervan misbruik maken om het normale democratische spel van de oppositie nagenoeg volledig in de kiem te smoren. De Regering zou het probleem van de onverenigbaarheden in zijn geheel in overweging moeten nemen in plaats van een oplossing te zoeken voor een afzonderlijk probleem.

Le membre critique ensuite l'exploitation que certains partis feront du système de la suppléance en présentant des candidats titulaires dont on sait bien, dès avant les élections, qu'ils ne siégeront pas au Conseil. Le choix démocratique de l'électeur en sera faussé.

Enfin, l'intervenant n'est pas partisan d'une composition proportionnelle du futur Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale. Il convient en effet que l'Exécutif soit composé en fonction d'un programme politique.

Mme Neyts fait observer que le projet de loi spéciale à l'examen tend officiellement à assurer la participation effective des différents groupes de la minorité flamande au sein des futures institutions bruxelloises au fonctionnement du Conseil et des commissions.

Compte tenu du nombre limité de membres qui constitueront le futur groupe linguistique néerlandais et de la désignation de trois membres effectifs du Conseil comme membres de l'Exécutif, il est en effet à craindre que les élus flamands soient sous-représentés au sein des différentes commissions du futur Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

L'instauration d'un système de suppléance pourrait dès lors sembler légitime, si la majorité actuelle n'optait pas en l'occurrence pour un système hybride et antidémocratique.

L'intervenant demande à ce propos pourquoi les suppléants ne peuvent être considérés comme des membres à part entière du Conseil ayant voix délibérative dans les commissions et dans les assemblées plénières.

L'actuel projet de loi spéciale n'accorde en effet qu'une voix consultative aux suppléants dans les assemblées plénières et au bureau tant du Conseil que des groupes linguistiques et de l'assemblée réunie (art. 1^{er}, § 2, 1^o).

Jusqu'où s'étend cette compétence consultative des suppléants dans les assemblées précitées ?

Le Ministre de l'Intérieur répond en faisant référence à la voix consultative dont disposent les Bruxellois flamands (les membres qui ont été élus dans l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde et qui, le jour de leur élection, ont leur domicile dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale) au Conseil et à l'Exécutif flamand. Ces membres ne peuvent pas non plus prendre part aux votes dans des matières relevant de la compétence de la Région flamande.

Mme Neyts n'est pas entièrement d'accord avec cette comparaison. En effet, si les Bruxellois flamands ne disposent que d'une voix consultative, c'est parce que les décrets régionaux concernés ne s'appliquent pas en dehors du territoire de la Région flamande.

Les ordonnances du Conseil de la Région bruxelloise s'appliqueront par contre aux suppléants des conseillers effectifs. La ratio legis de la voix limitée, purement consultative, que le projet à l'examen accorde aux suppléants, est plutôt liée au souhait des

Voorts oefent het lid kritiek uit op het misbruik dat bepaalde partijen zullen maken van het systeem van de opvolging, door het voordragen van kandidaat-titularissen waarvan reeds vóór de verkiezingen vaststaat dat zij niet in de Raad zullen zetelen. De democratische wil van de kiezer wordt hierdoor misleid.

Tenslotte is spreker geen voorstander van een evenredige samenstelling van de toekomstige Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest. De Executieve dient immers samengesteld te worden in functie van een beleidsprogramma.

Mevrouw Neyts merkt op dat onderhavig ontwerp van bijzondere wet er officieel toe strekt om de verschillende fracties van de Vlaamse minderheid in de toekomstige Brusselse Instellingen effectief te betrekken bij de werking van de Raad en de Commissies.

Gelet op de te verwachten beperkte omvang van de Nederlandse taalgroep en de aanwijzing van drie effectieve raadsleden tot lid van de Executieve, wordt er immers terecht gevreesd voor een ondervertegenwoordiging van Vlaamse verkozenen in de verschillende commissies van de toekomstige Brusselse Hoofdstedelijke Raad.

Het invoeren van een systeem van opvolging kan derhalve gewettigd lijken, ware het niet dat de huidige meerderheid hierbij opteert voor een halfslachige en anti-democratische regeling.

Zo vraagt spreker zich af waarom de opvolgers niet als volwaardige raadsleden kunnen worden beschouwd, met stemrecht zowel in de Commissies als in de plenaire vergaderingen.

Het huidige ontwerp van bijzondere wet kent slechts een raadgevende stem toe aan de opvolgers in de plenaire vergaderingen en in het bureau, zowel van de Raad als van de taalgroepen en de verenigde vergadering (art. 1, § 2, 1^o).

Hoeveel reikt deze raadgevende bevoegdheid van de opvolgers in voormelde vergaderingen ?

De Minister van Binnenlandse Zaken antwoordt hierop met een verwijzing naar de raadgevende stem waarover de « Vlaamse Brusselaars » (de leden die verkozen zijn in het kiesarrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde en die op de dag van hun verkiezing hun woonplaats in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad hebben) in de Vlaamse Raad en Executieve beschikken. Zij kunnen evenmin deelnemen aan de stemmingen in aangelegenheden die tot de bevoegdheden van het Vlaamse Gewest behoren.

Mevrouw Neyts is het niet volledig eens met deze vergelijking. De ratio legis om aan de Vlaamse Brusselaars slechts een raadgevende stem toe te kennen vloeit voort uit het feit dat de desbetreffende gewestelijke decreten geen uitwerking hebben buiten het grondgebied van het Vlaamse Gewest.

De ordonnances van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad zullen daarentegen wel gelden ten aanzien van de opvolgers van de effectieve raadsleden. De ratio legis van de beperkte, louter raadgevende stem, die in onderhavig ontwerp aan de opvolgers wordt toege-

membres du futur Exécutif de pouvoir voter eux-mêmes les projets qu'ils ont élaborés, ce qui remet en cause le pouvoir de contrôle démocratique du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le membre rappelle que ledit système de suppléance s'applique en outre aux deux groupes linguistiques. Le système actuel risque toutefois d'être inopérant en ce qui concerne la sous-représentation des Flamands si les membres francophones des futurs Exécutifs ont également la faculté d'être remplacés par leurs suppléants.

L'instauration de ce système accentuera même le déséquilibre entre la majorité et l'opposition futures, et ce tant au Conseil que dans les deux groupes linguistiques.

La réglementation prévue est également très défavorable en cas de recours à la procédure de la sonnette d'alarme. Même si elle n'a guère été appliquée jusqu'à présent dans les autres assemblées législatives, on peut se demander si le groupe linguistique néerlandais pourra jamais y avoir recours au sein du Conseil de Bruxelles-Capitale.

La majorité requise (trois quarts des membres du groupe linguistique) est très élevée proportionnellement au nombre de mandats à prévoir (12 à 13 mandats soit 15 % du nombre total, dont 3 seront membres de l'Exécutif).

Quel sera d'ailleurs le pouvoir des suppléants en la matière ?

Le Ministre de l'Intérieur renvoie à ce propos à la réponse qu'il a donnée lors de la discussion au Sénat : les suppléants pourront intervenir en séance plénière dans le cadre d'une procédure dite « de la sonnette d'alarme ».

Il est en effet peu probable que les membres flamands de l'Exécutif engagent une telle procédure contre un projet qu'ils ont eux-mêmes déposé.

Mme Neyts commente ensuite les différents amendements qu'elle présente au nom de son groupe.

L'amendement n° 3 tend à remédier à la sous-représentation des Flamands de Bruxelles en prévoyant une mesure transitoire, en vertu de laquelle le groupe linguistique le moins nombreux du Conseil se verrait attribuer d'office dix-huit sièges.

Le sous-amendement n° 4 prévoit que le mandat des membres du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale est suspendu pendant la période au cours de laquelle ils sont membres de l'Exécutif ou Secrétaire d'Etat régional. Cette disposition permettrait au suppléant d'intervenir comme un membre effectif à part entière.

L'amendement n° 5 tend à supprimer l'article 4. Conformément à l'avis du Conseil d'Etat, cet article

kend, hangt veeleer samen met de wens van de leden van de toekomstige Executieve om zelf te kunnen stemmen over de door hen uitgewerkte ontwerpen. De democratische controlebevoegdheid van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad wordt hierdoor op de helling gezet.

Het lid herinnert eraan dat voormeld opvolgsysteem bovendien geldt voor beide taalgroepen. De huidige regeling dreigt echter vanuit het oogpunt van de ondervertegenwoordiging van de Vlamingen, een maat voor niets te worden indien de Franstalige leden van de toekomstige Executieve eveneens opgevolgd kunnen worden.

Bij de invoering van dit systeem zal de verhouding tussen de toekomstige meerderheid en oppositie zelfs verder scheefgetrokken worden ten voordele van eerstgenoemde groep en dit zowel in de Raad als in de beide taalgroepen.

De huidige regeling valt ook bijzonder nadelig uit bij een eventuele alarmprocedure. Ook al werd deze waarborg vooralsnog zelden ingeroepen in de andere wetgevende vergaderingen, toch rijst de vraag of de Nederlandse taalgroep hierop ooit beroep zal kunnen doen in de Brusselse Hoofdstedelijke Raad.

De vereiste meerderheid (drie vierden van de leden van de taalgroep) is bijzonder groot in verhouding tot het aantal te verwachten mandaten (12 à 13 mandaten of 15 % van het totale aantal; 3 daarvan zullen lid zijn van de Executieve).

Over welke bevoegdheid zullen de opvolgers terzake trouwens beschikken ?

Dienaangaande verwijst de *Minister van Binnenlandse Zaken* naar zijn antwoord tijdens de besprekking in de Senaat, waaruit blijkt dat de opvolgers in plenaire vergadering kunnen optreden in het kader van een alarmprocedure.

Het is immers onwaarschijnlijk dat de Vlaamse leden van de Executieve een alarmprocedure zullen instellen tegen een ontwerp dat zij zelf ingediend hebben.

Vervolgens licht Mevrouw Neyts de verschillende amendementen toe die zij namens haar fractie indient.

Het amendement n° 3 strekt ertoe de ondervertegenwoordiging van de Brusselse Vlamingen effectief tegen te gaan door het invoegen van een overgangsmaatregel, op grond waarvan de minst talrijke taalgroep in de Raad gegarandeerd achttien zetels toegewezen krijgt.

Het subamendement n° 4 strekt ertoe het mandaat van de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad te schorsen tijdens de periode waarin zij lid van de Executieve of Gewestelijke Staatssecretaris zijn. Hierdoor zou de opvolger als een volwaardig raadslid kunnen optreden.

Het amendement n° 5 beoogt de schrapping van artikel 4. Conform het advies van de Raad van State

devrait en effet faire l'objet d'un projet de loi distinct, qui ne devrait être voté qu'à la majorité ordinaire.

M. De Decker ne voit aucun inconvénient à ce que l'on augmente le nombre de candidats suppléants sur les listes constituées pour l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale. Il estime par contre que la réglementation prévue à l'article 1^{er} du projet et visant à permettre aux suppléants élus sur des listes dont un ou plusieurs élus sont membres de l'Exécutif ou Secrétaire d'Etat régional de participer aux travaux du Conseil et des commissions constitue une nouvelle concession unilatérale aux Flamands.

L'intervenant rappelle à ce propos que les exigences flamandes (pas de troisième région à part entière, constitution d'un pool électoral, nombre élevé de Ministres et de Secrétaires d'Etat, possibilité de suspension des ordonnances du Conseil par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, nombre élevé de membres du Conseil, règlement financier inéquitable, ...) ont déjà été satisfaites dans une large mesure lors de la fixation du statut de la Région de Bruxelles-Capitale.

M. De Decker critique également la complexité et le caractère hybride de la réglementation proposée.

Que signifient par ailleurs les expressions « avec voix consultative » et « avec voix délibérative, à l'exclusion du droit de vote du membre effectif qu'ils remplacent ... » ?

L'intervenant se demande en outre quel sens cela peut avoir de siéger, par exemple, au bureau du Conseil à partir du moment où l'on ne dispose que d'une voix consultative.

Enfin, *M. De Decker* défend l'amendement n° 2 de *M. de Donnéa*, qui vise à composer à la proportionnelle l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale.

L'intervenant rappelle qu'en 1980, l'Exécutif de la Communauté française, l'Exécutif de la Région wallonne et l'Exécutif flamand ont été composés à la proportionnelle dans un premier temps. Le professeur Senelle a d'ailleurs souligné les avantages d'une telle composition.

C'est d'ailleurs toujours le cas actuellement pour l'Exécutif flamand. Aurait-on l'intention d'exclure le PRL de la gestion de Bruxelles, alors que ce parti représente environ un tiers des voix ?

M. Draps partage cet avis.

La domination politique du FDF s'est avérée néfaste pour le conseil d'agglomération de Bruxelles.

Le meilleur moyen d'éviter que cette situation se reproduise serait de composer l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale à la proportionnelle. Cette formule est la seule qui soit susceptible d'assurer le démarrage des nouvelles institutions bruxelloises dans un climat serein.

D'une manière plus générale, *M. Draps* estime qu'il n'y a guère de logique dans la réforme de l'Etat.

Le Gouvernement se contente de créer des institutions en fonction des besoins spécifiques.

zou dit artikel immers het voorwerp moeten uitmaken van een afzonderlijk wetsontwerp, dat enkel met een gewone meerderheid dient aangenomen te worden.

De heer De Decker heeft geen bezwaar tegen het opvoeren van het aantal kandidaat-opvolgers op de lijsten voor de verkiezing van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad. De in artikel 1 van het ontwerp vervatte regeling teneinde opvolgers, verkozen op lijsten waarvan een of meer verkozenen lid van de Executieve of Gewestelijk Staatssecretaris zijn, toe te laten deel te nemen aan de werkzaamheden van de Raad en de Commissies daarentegen lijkt hem andermaal een eenzijdige toegeving aan de Vlamingen.

Spreker herinnert er in dit verband aan dat bij de vaststelling van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest reeds in zeer ruime mate aan de Vlaamse eisen werd tegemoetgekomen (geen volwaardig derde gewest, poolvorming, hoog aantal ministers en staatssecretarissen, mogelijkheid tot schorsing van de ordonnances van de Raad bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, hoog aantal leden van de Raad, onbillijke financiële regeling...).

De heer De Decker hekelt ook het ingewikkeld en hybride karakter van de ontworpen regeling.

Wat betekent overigens « met raadgevende stem » en « met stemrecht, met uitsluiting van het stemrecht van het effectief lid dat ze vervangen » ?

Spreker vraagt zich overigens af welke zin het heeft om met louter raadgevende stem in bijvoorbeeld het bureau van de Raad te zetelen.

Tenslotte verdedigt de heer De Decker het amendement (n° 2) van de heer de Donnéa, dat ertoe strekt de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest proportioneel samen te stellen.

Spreker herinnert eraan dat in 1980 de Franse Gemeenschapsexecutive, de Waalse Gewestexecutive en de Vlaamse Executieve voor een eerste période proportioneel waren samengesteld. Professor Senelle heeft de voordelen van die samenstelling trouwens in het licht gesteld.

Voor de Vlaamse Executieve is dat trouwens ook thans het geval. Of wil men Brussel besturen zonder de PRL die goed is voor ± één derde van de stemmen ?

Ook de heer Draps is deze mening toegedaan.

De politieke dominantie van het FDF is destijds nefast gebleken voor de Brusselse agglomeratieraad.

Deze fout kan best worden vermeden door een proportionele samenstelling van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve. Enkel op die manier kunnen de nieuwe Brusselse instellingen op een serene manier van start gaan.

Meer in het algemeen stelt de heer Draps vast dat er nauwelijks lijn steekt in de staatshervorming.

De regering beperkt zich ertoe om in functie van specifieke noden aangepaste instellingen te creëren.

Il cite l'exemple caractéristique des secrétaires d'Etat régionaux qui n'existeront qu'au sein de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale.

M. Gehlen estime que le projet de loi à l'examen est la concrétisation de la loyauté fédérale qui a présidé à la réforme de l'Etat de 1988; tous les groupes politiques doivent être associés au fonctionnement du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

L'intervenant n'est toutefois pas partisan d'une composition à la proportionnelle de l'Exécutif.

Actuellement, l'exécutif de la Communauté française et celui de la Région wallonne ne sont d'ailleurs pas non plus constitués à la proportionnelle.

*
* * *

Le Ministre de l'Intérieur s'insurge contre les reproches formulés à l'encontre du Gouvernement selon lesquels celui-ci ne parviendrait pas à élaborer une solution convenable pour l'organisation des élections du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, alors que la loi du 12 janvier 1989 (*Moniteur belge* du 14 janvier 1989) aurait déjà suffi à garantir le bon déroulement de ces élections.

Faisant droit à certaines objections techniques (Chambre) et politiques (Sénat) du Parlement, le Gouvernement essaie cependant encore d'améliorer ce projet.

Il est d'ailleurs apparu entre-temps de la composition des listes électorales de certains partis que l'augmentation du nombre de candidats suppléants était plus que souhaitable eu égard aux accords de désistement d'ores et déjà connus, en vertu desquels certains candidats pourraient renoncer à leur mandat s'ils étaient élus.

Il n'en demeure pas moins que les élections auraient pu se dérouler sans aucun problème en l'absence de modification de la loi du 12 janvier 1989.

Il en va de même pour le problème politique (soulevé à l'époque au Sénat) de la participation effective du groupe linguistique néerlandais aux travaux du Conseil et des Commissions.

Le Ministre ne nie d'ailleurs pas que le système élaboré soit hybride, ce qui vaut toutefois pour toute dérogation au principe « un homme (une femme), une voix » (notamment pour la composition paritaire du Conseil des ministres, pour la procédure de la « sonnette d'alarme » visée à l'article 38bis de la Constitution, etc...).

En outre, ce système résulte d'un compromis politique longtemps recherché sur Bruxelles.

Le Ministre précise que certains sont partisans d'une incompatibilité totale entre la fonction de ministre et celle de membre d'une assemblée législative.

Een typisch voorbeeld daarvan zijn de gewestelijke staatssecretarissen, die enkel in de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest voorkomen.

De heer Gehlen ziet dit wetsontwerp als een uiting van de federale loyauteit die aan de staatshervorming van 1988 ten grondslag ligt; alle politieke groepen moeten bij de werking van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad worden betrokken.

Spreker toont zich evenwel geen voorstander van een proportionele samenstelling van de Executieve.

Op dit ogenblik zijn ook de Franse Gemeenschapsexecutieve en de Waalse Gewestexecutieve zijn trouwens niet proportioneel samengesteld.

*
* * *

De Minister van Binnenlandse Zaken zet zich af tegen het verwijt als zou de Regering er niet in slagen een degelijke regeling voor de organisatie van de verkiezingen van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad uit te werken. Integendeel, de wet van 12 januari 1989 (*Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1989) was op zich reeds ruimschoots voldoende om deze verkiezingen vlekkeloos te doen verlopen.

Gehoor gevend aan enkele technische (Kamer) en politieke (Senaat) bezwaren van het Parlement poogt de Regering thans evenwel dit ontwerp nog te verbeteren.

Intussen is trouwens uit de samenstelling van de verkiezingslijsten van bepaalde partijen gebleken dat een verhoging van het aantal kandidaat-opvolgers meer dan gewenst is, gelet op de reeds bekende afspraken volgens dewelke eventuele verkozen kandidaten zouden afzien van hun mandaat.

Dit neemt echter niet weg dat de verkiezingen zonder probleem hadden kunnen doorgaan zonder enige wijziging van de bovenvermelde wet van 12 januari 1989.

Hetzelfde is waar voor het (destijds in de Senaat opgeworpen) politieke probleem van de effectieve deelname van de Nederlandse taalgroep aan de werkzaamheden van de Raad en de Commissies.

De Minister ontkent trouwens het hybride karakter van de ontworpen regeling niet. Dit is echter waar voor iedere afwijking van het principe « één man - één vrouw -, één stem » (onder meer de paritaire samenstelling van de Ministerraad, de in artikel 38bis G.W. bedoelde « alarmbel »... enz.).

Daarenboven is zij het resultaat van een reeds lang betracht politiek compromis over Brussel.

Sommigen, aldus de Minister, zijn voorstander van een totale onverenigbaarheid tussen het ambt van Minister en dat van lid van een wetgevende vergadering.

Par le passé, en revanche, l'opinion publique se montrait plutôt réticente à l'égard des ministres qui n'étaient pas (ou plus) parlementaires.

La loi spéciale du 8 août 1980 (article 59) prévoit d'ailleurs que « Chaque Exécutif est élu par le Conseil en son sein ... ».

Il n'entre dès lors nullement dans les intentions du Gouvernement de déroger à cette règle, adoptée à la majorité spéciale, dans le projet à l'examen.

En ce qui concerne la composition éventuellement proportionnelle de l'Exécutif, le Ministre fait observer que la loi spéciale du 8 août 1988 (article 10) a prévu un système asymétrique. C'est ainsi que seul l'Exécutif flamand est actuellement composé à la proportionnelle.

On a d'ailleurs déjà gouverné, par le passé, avec des coalitions — par exemple au Conseil régional wallon — disposant de majorités beaucoup plus précaires que ce ne sera probablement le cas à Bruxelles.

Pour ce qui concerne les questions de Mme Neyts relatives à l'article 4, le Ministre renvoie au rapport du Sénat.

Si la formule « qui peut le plus, peut le moins » peut être appliquée lorsqu'il s'agit de l'abrogation d'un article de loi, il n'en va pas de même en ce qui concerne la modification d'un article.

Toute modification d'un article d'une loi votée à la majorité ordinaire doit être apportée par une loi ordinaire.

Néanmoins, un tel article peut également être abrogé par une loi votée à la majorité spéciale.

II. — REPLIQUES

M. de Donnéa déplore l'asymétrie de la composition des Exécutifs régionaux et communautaires.

En 1980, tous les Exécutifs taitent composés  la proportionnelle.

Pourquoi ne pourraient-ils pas l'être aujourd'hui ?

Une telle formule aurait sans aucun doute facilité le démarrage des nouvelles institutions bruxelloises.

L'argumentation du Ministre est purement politique.

Mme Neyts souligne que si le système élaboré pour Bruxelles est complexe, c'est précisément parce qu'il résulte d'un compromis purement politique.

Elle ne voit personnellement pas d'objection au remplacement des membres de l'Exécutif par des suppléants, pour autant que ces ministres et secrétaires d'Etat puissent  nouveau siéger automatiquement (c'est-dire sans qu'on doive organiser de nouvelles élections) au Conseil lorsqu'ils cessent d'être en fonction.

Les institutions bruxelloises seront totalement incompréhensibles pour la population.

Mme Neyts estime que les représentants des deux grandes communautés nationales devraient pouvoir

In het verleden stond de publieke opinie daarentegen veeleer afkerig tegenover Ministers die geen parlementsleden (meer) waren.

In de bijzondere wet van 8 augustus 1980 (artikel 59) wordt overigens gesteld dat « elke Executieve uit en door de Raad verkozen wordt... ».

In onderhavig ontwerp is het dan ook geenszins de bedoeling om afbreuk te doen van deze — met bijzondere meerderheid goedgekeurde — regel.

Met betrekking tot het al dan niet proportioneel samenstellen van de Executieve merkt de Minister op dat in de bijzondere wet van 8 augustus 1988 (artikel 10) een asymmetrisch systeem werd ingebouwd. Daardoor is op heden enkel de Vlaamse Executieve proportioneel samengesteld.

In het verleden werd trouwens door vorige koalities — bijvoorbeeld in de Waalse Gewestraad — met veel krappere meerderheden geregeerd, dan thans wellicht te Brussel het geval zal zijn.

Voor de vragen van Mevrouw Neyts betreffende artikel 4 verwijst de Minister naar het Senaatsverslag.

Indien het adaguim « qui peut le plus, peut le moins » geldt in geval van opheffing van een wetsartikel, is dit echter niet zo wanneer het gaat om een wijziging van een artikel.

Een wijziging van een bij gewone meerderheid goedgekeurd wetsartikel moet bij gewone wet gebeuren.

De afschaffing ervan kan evenwel ook geschieden bij wet met bijzondere meerderheid.

II. — REPLIEKEN

De heer de Donnéa betreurt de asymmetrie inzake de samenstelling van de Gewest- en Gemeenschapsexecutieven

In 1980 waren alle Executieven proportioneel samengesteld.

Waarom zou zulks nu niet kunnen ?

Het zou de start van de nieuwe Brusselse instellingen beslist ten goede zijn gekomen.

De argumentatie van de Minister is van louter politieke aard.

Mevrouw Neyts beklemtoont dat de regeling voor Brussel complex is precies omdat zij de neerslag is van een zuiver politiek compromis.

Persoonlijk heeft zij geen bezwaar tegen de vervanging van de leden van de Executieve door opvolgers, voor zover die ministers en staatssecretarissen automatisch (dit wil zeggen zonder nieuwe verkiezingen) hun plaats in de Raad opnieuw kunnen innemen wanneer zij ophouden minister te zijn.

De Brusselse instellingen zullen in de ogen van de burgers totaal ondoorzichtig zijn.

Volgens Mevrouw Neyts zouden de vertegenwoordigers van de beide grote nationale gemeenschappen

participer sur un pied d'égalité aux trois phases (préparation, exécution et contrôle) de la politique bruxelloise.

La réforme de l'Etat réalisée par ce Gouvernement peut, à cet égard, être considérée comme une occasion manquée.

M. Simons constate que le Ministre estime également que la solution proposée par le Gouvernement est hybride, et sans doute est-ce inévitable.

L'accord auquel Ecolo et Agalev étaient parvenus sur le statut de Bruxelles était d'ailleurs complexe lui aussi, mais il proposait une solution qui avait été mise au point par un groupe bilingue et qui pouvait en outre être considérée comme positive.

Une solution plus concrète et plus complexe était notamment proposée pour la représentation de la minorité flamande de Bruxelles.

Ecolo-Agalev considérait que les Flamands devaient en effet disposer de conseillers supplémentaires, sans que cela ne porte atteinte aux droits des francophones.

MM. Anciaux et Van Rompuy ont fait ultérieurement comprendre à la majorité qu'un problème se posait en ce qui concerne la représentation de la minorité flamande et le Gouvernement a voulu répondre à cette préoccupation. Le résultat final ne paraît toutefois guère positif.

M. Simons estime qu'il est facile de prétendre, comme le fait le Ministre, qu'une discussion sur le rôle des communes bruxelloises sort du cadre de l'examen de ce projet de loi spéciale.

Ces communes jouent un rôle très important, qui doit dès lors être examiné dans le cadre d'une approche globale de la problématique bruxelloise.

L'intervenant est personnellement partisan d'une fusion des 19 communes bruxelloises.

III. — VOTES

Article 1^{er}

L'amendement n°1 de M. de Donnéa et consorts est rejeté par 14 voix contre 3.

L'amendement en ordre principal (n° 3) de Mme Neyts-Uyttebroeck est rejeté par 16 voix contre une et 2 abstentions.

L'amendement en ordre subsidiaire (n° 4) de Mme Neyts-Uyttebroeck est rejeté par 17 voix contre 4.

L'article 1^{er} est adopté par 14 voix contre 3 et une abstention.

in dit land op voet van evenwaardigheid moeten kunnen deelnemen aan de drie stadia (voorbereiding, uitvoering en controle) van het beleid te Brussel.

De door deze regering doorgevoerde staatsherstelling is op dat vlak als een gemiste kans te beschouwen.

De heer Simons stelt vast dat de Minister eveneens de mening is toegegaan dat de door de Regering voorgestelde oplossing hybride is. Wellicht is zulks onvermijdelijk.

Ook het akkoord dat door Ecolo en Agalev werd bereikt over het statuut van Brussel was complex. Het bood echter een oplossing die werd bereikt binnen een tweetalige fractie en tegelijkertijd als positief kan worden ervaren.

Onder meer voor de vertegenwoordiging van de Vlaamse minderheid in Brussel werd een meer concrete en complete oplossing voorgesteld.

Volgens Ecolo-Agalev dienden de Vlamingen inderdaad over supplementaire raadsleden te beschikken, zonder dat zulks de rechten van de Franstaligen in het gedrang zou brengen.

De heren Anciaux en Van Rompuy hebben de meerderheid achteraf doen inzien dat er zich een probleem stelde inzake de vertegenwoordiging van de Vlaamse minderheid. De Regering is daaraan willen tegemoetkomen, doch het eindresultaat komt niet zeer positief over.

Dat de Minister stelt dat een discussie over de rol van de 19 Brusselse gewesten niet thuishoort bij de behandeling van dit ontwerp van bijzondere wet, vindt *de heer Simons* een nogal gemakkelijke bewering.

De rol van deze gemeenten is zeer belangrijk en moet dan ook ingepast worden in een globale benadering van de Brusselse problematiek.

Zelf is spreker gewonnen voor een financiering van de 19 Brusselse gemeenten.

III. — STEMMINGEN

Artikel 1

Het amendement n°1 van de heer de Donnéa wordt verworpen met 14 tegen 3 stemmen.

Het amendement in hoofdorde (n° 3) van Mevrouw Neyts-Uyttebroeck wordt verworpen met 16 tegen 1 stem en 2 onthoudingen.

Het amendement in bijkomende orde (n° 4) van Mevrouw Neyts-Uyttebroeck wordt verworpen met 17 tegen 4 stemmen.

Artikel 1 wordt aangenomen met 14 tegen 3 stemmen en 1 onthouding.

Art. 2

Cet article est adopté par 16 voix contre 4.

Art. 2bis (*nouveau*)

L'amendement n° 2 de M. de Donnéa et consorts, tendant à insérer un article 2bis (*nouveau*), est rejeté par 18 voix contre 2 et une abstention.

Art. 3

Cet article est adopté par 17 voix contre 4.

Art. 4

Cet article est adopté par 17 voix contre 4. L'amendement n° 5 de Mme Neyts-Uyttebroeck, tendant à supprimer l'article, devient dès lors sans objet.

Art. 5

Cet article est adopté par 17 voix contre 4.

*
* *

L'ensemble du projet de loi spéciale est adopté par 17 voix contre 4.

Le Rapporteur,

Le Président,

S. DE RAET

Ch.-F. NOTHOMB

Art. 2

Dit artikel wordt aangenomen met 16 tegen 4 stemmen.

Art. 2bis (*nieuw*)

Het amendement n° 2 van de heer de Donnéa c.s., dat ertoe strekt een artikel 2bis (*nieuw*) in te voegen, wordt verworpen met 18 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

Art. 3

Dit artikel wordt aangenomen met 17 tegen 4 stemmen.

Art. 4

Dit artikel wordt aangenomen met 17 tegen 4 stemmen. Bijgevolg vervalt het amendement n° 5 van Mevrouw Neyts-Uyttebroeck, dat de schrapping van het artikel voorstelde.

Art. 5

Dit artikel wordt aangenomen met 17 tegen 4 stemmen.

*
* *

Het gehele ontwerp van bijzondere wet wordt aangenomen met 17 tegen 4 stemmen.

De Rapporteur,

De Voorzitter,

S. DE RAET

Ch.-F. NOTHOMB